

L'INFO BOURG



Le journal du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste — Décembre 2005

Joyeuses fêtes !

Un beau geste pour Noël!

Par Martin Dufresne

Dans un geste de bonne foi à l'égard de la nouvelle administration municipale, des gens du faubourg St-Jean-Baptiste se sont cotisés pour créer et installer eux-mêmes deux panneaux limitant à certaines heures le virage à droite des automobiles sur la rue d'Aiguillon, en provenance de l'avenue Honoré-Mercier.

La « nouvelle réglementation » témoigne de la décision prise à l'unanimité il y a un an par les éluEs de notre conseil de quartier et sensée avoir été acheminée à l'hôtel de ville par M. Des Rivières de la division des transports.

Comme *l'Infobourg* l'écrivait en décembre dernier, « la qualité de vie et la sécurité des enfants valent bien les quelques minutes de plus qui seront éventuellement nécessaires à des résidentEs pour accéder au quartier en voiture ».

Une beau geste civique qui, en plus de protéger les jeunes de l'école St-Jean-Baptiste, correspond aux vœux de la plupart des résidentEs :

Alain Marcoux : *C'est une ben bonne affaire. Il aurait été incroyable que la division des transports se permette d'ignorer une décision unanime du conseil de quartier.*

Geneviève Leclerc : *Il y avait vraiment beaucoup de*



voitures sur d'Aiguillon – en plus des autobus et des camions de livraison... C'est une bonne chose que la circulation de transit soit redirigée plus haut, sur René-Lévesque, par exemple.

Jean-Philippe Baillargeon : *De toute façon, on n'a pas trop connu ça, nous, le virage à droite, depuis qu'on s'est donné le Comité populaire St-Jean Baptiste...*

Circulation de transit rue d'Aiguillon Lettre ouverte à la mairesse

Madame, après de nombreuses années de plaintes, le problème de la circulation de transit sur la rue d'Aiguillon n'est pas encore solutionné. Lors d'une soirée de consultation publique sur ce sujet, le 26 octobre 2004, une proposition présentée par le directeur de la Division des transports, M. Marc Des Rivières, a été acceptée par les éluEs du Conseil de quartier, et supportée par la très grande majorité des 65 personnes présentes.

La solution adoptée était « d'interdire, aux automobilistes en provenance du boulevard Honoré-Mercier, le virage à droite sur la rue d'Aiguillon, durant les heures de pointe et la nuit (de 7 h à 9 h, de 15 h à 17 h 30 et de 23 h à 6 h) ».

L'objectif de cette lettre est de faire le point avec vous sur le dossier de la circulation de transit sur la rue d'Aiguillon. Les citoyenNEs du quartier Saint-Jean-Baptiste ont frappé un mur. Un mur de silence. Le directeur de la division du transport semble être gelé. À un point tel qu'il ne peut même pas retourner les appels.

Depuis des années, les résidentEs se plaignent de la trop grande affluence d'automobiles transitant par la

rue d'Aiguillon, causant plusieurs inconvénients : bruit, pollution, dangers d'accidents, poussière, etc. Après de multiples requêtes auprès de la division du transport de la part des membres du Conseil de quartier de l'époque, monsieur Des Rivières a finalement daigné rencontrer les gens et suggérer une solution à ce problème.

Si les résultats d'une consultation publique sur une proposition élaborée par les responsables de la Division des transports ne veulent rien dire, qu'on cesse de consulter. Mais si le contraire est vrai, qu'on procède à l'implantation immédiate de la solution.

Selon vous, Madame Boucher, est-il normal que rien n'ait été fait dans ce sens depuis une année? Dans Saint-Jean-Baptiste, nous en sommes venuEs à penser que monsieur Des Rivières, à l'image de la circulation de transit, n'aura fait que passer dans le quartier. En espérant une action rapide de votre part, veuillez recevoir, Madame la mairesse, mes salutations amicales.

Yves Gauthier

Analyse post-électorale Dur lendemain de veille

par Nicolas Lefebvre Legault

Méchant lendemain de veille pour plusieurs résidentEs des quartiers centraux en ce lundi 7 novembre : l'ex-mairesse qui a tant aimé nous détester est devenue « notre » mairesse. Andrée P. Boucher sera toutefois sous haute surveillance, le parti de Claude Larose, le Renouveau municipal de Québec (RMQ), étant élu dans une majorité de districts électoraux. Mince consolation.

Système majoritaire oblige, la composition du conseil municipal n'est qu'un reflet très déformé des courants d'opinion traversant la société. Sans être à 100 % fiables, les résultats détaillés donnent une meilleure idée du poids relatif des forces en présence, une sorte d'instantané sociopolitique. Que peut-on retenir d'utile des résultats électoraux? Premièrement, que ça regarde mal pour qui a des idées de gauche. Deuxièmement, que tout n'est - heureusement - pas perdu.



Plus ça change, plus c'est pareil

Curieusement, les rapports de force idéologiques sont sensiblement les mêmes que lors des dernières élections, les blocs d'opinion ayant peu changé. Il n'y a pas, actuellement à Québec, de famille politique hégémonique. L'opinion est plus divisée que jamais, comme l'illustre la double légitimité issue des urnes. Si nul ne peut nier le triomphe de Mme Boucher, nul ne peut non plus contester le fait que l'opposition se retrouve majoritaire au Conseil municipal.

La dichotomie banlieue/centre-ville est toujours aussi forte qu'avant. À titre d'exemple, les éluEs du RMQ des districts centraux obtiennent en moyenne 60 % des voix, alors que ceux et celles des banlieues n'en obtiennent que 33 %. (À l'inverse, les éluEs banlieusardEs de l'Action civique de Québec obtiennent, en moyenne, des scores de 50 %). Seuls deux districts de banlieue sortent de ce modèle et donnent des majorités franches au RMQ (Val-Bélair et Cap-Rouge).

Globalement, c'est la division de la droite qui a permis au seul parti épousant franchement certaines idées sociales de se faire élire en banlieue et de se retrouver majoritaire au conseil municipal. À ce chapitre, il est important de noter que, sauf exception (Montcalm où Ann Bourget a obtenu un score de 89 %), presque toutes les majorités sont moins fortes qu'en 2001. Autre fait à noter, l'élection de Mme Boucher n'indique pas nécessairement une accentuation du virage à droite de la population de Québec. En effet, la mairesse n'a récolté que 3 165 voix de plus que le score qui lui avait valu la défaite en 2001. La différence fondamentale se situe plutôt dans l'autre camp : Claude Larose a en effet récolté 69 666 votes de moins que Jean-Paul L'Allier à l'époque. (Ouch!) Le score de Larose (33 %) est probablement beaucoup plus représentatif de l'appui réel aux idées du RMQ dans la population que ceux de L'Allier, qui a toujours été beaucoup plus populaire que son parti. Illustration supplémentaire, si besoin était, du fait que la politique est de moins en moins affaire d'idées et de plus en plus une question de « personnalités ».

L'impuissance des urbainEs

Ce qu'il est convenu d'appeler la « montée de la droite » dans la région de Québec inquiète depuis quelques années. Nous sommes nombreux et nombreuses à ne pas nous reconnaître dans les opinions de ce qui est devenu le ou la « résidentE-type de Québec ». Lune des choses que

Suite en page 2 Analyse

Des projets pour la rue Sainte-Claire

par Nadine Davignon

Des bancs, des arbres, une fontaine, un petit marché extérieur le samedi, des aménagements fleuris, des enfants qui jouent au ballon ou font des bonhommes de neige, des passantEs discutant autour d'un café, et moins de voitures... Voilà à quoi ressemblent les « rues vivantes » présentes dans plusieurs villes dans le monde. Et pourquoi ne pas redonner la rue aux piétonNEs ici, sur notre rue Sainte-Claire? C'est un projet que caressent des résidantEs du quartier.

Un peu d'histoire

Depuis l'Antiquité, la rue a une fonction sociale. On y fait des affaires, on y mange et on y boit, on s'y rassemble, on s'y bat, on y apprend, on y habite, même. La rue est constamment occupée par les marcheurs et leurs fardeaux hétéroclites. Mais durant la dernière moitié du XX^e siècle, un changement majeur est survenu lorsque les rues ont été créées et aménagées avec l'objectif premier d'assurer la circulation automobile.

Bien que l'automobile ne soit pas la seule responsable des changements dans l'environnement urbain, son effet est bien réel : asphaltage des rues, apparition de parcomètres et de signalisation routière, déneigement systématique, transformation de terrains vacants en stationnements, réduction de l'espace disponible pour les marcheurs, pollution de l'air, hausse du niveau de bruit...

Par conscience de la qualité de vie perdue, un mouvement de réappropriation des rues, le *woonerf*, qui signifie « cour urbaine », a été initié aux Pays-Bas dans les années 1970. De nombreuses rues ont ainsi été réaménagées en Europe et on en retrouve quelques exemples en Amérique.

À Québec, la trame du faubourg Saint-Jean-Baptiste a été construite au XIX^e siècle, bien avant l'arrivée de l'auto. Mais les réfections et les réaménagements survenus depuis 1950 ont favorisé le passage et le stationnement des voitures dans le quartier. Comme ailleurs dans le monde, ces modifications ont nui aux activités sociales et récréatives autrefois présentes dans les rues du quartier.

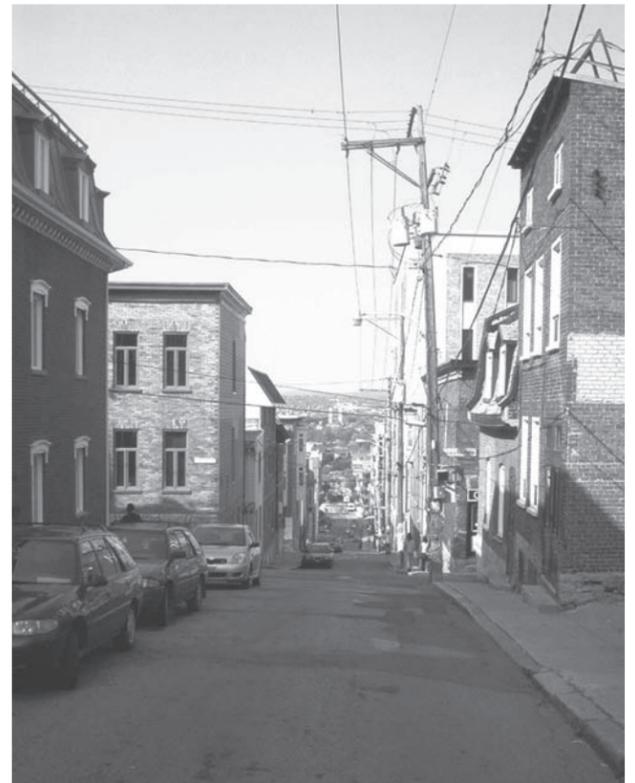
Une rue vivante

Le concept des rues vivantes vise à redonner aux voies de circulation leurs autres vocations. Dans ces rues, la vitesse des voitures est grandement réduite (15 km/h) afin de ne pas nuire aux autres usagers et usagères. Pour ce faire, la rue est aménagée de manière à ce que les voitures ne puissent suivre une ligne droite sur une longue distance. Par exemple, il est possible d'élargir les trottoirs à certains endroits ou d'installer de la végétation et du mobilier urbain. Les piétonNEs circulent sur la chaussée, les enfants occupent la rue, comme une cour avant!

Afin d'améliorer la qualité de vie de notre milieu, le comité aménagement du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste souhaite créer une telle rue dans le quartier. Des observations préliminaires de la circulation piétonne et automobile montrent que la rue Sainte-Claire bénéficierait avantageusement de tels aménagements. Si le projet voit le jour, il s'agirait de la première rue résidentielle à priorité piétonne à Québec.

Ça vous intéresse?

Le comité est au tout début de ses démarches. À la fin janvier 2006, une rencontre sera organisée avec les citoyenNEs du quartier, et les résidantEs de la rue Sainte-Claire en particulier, pour recevoir des idées autour d'un projet en



ébullition. Les personnes intéressées peuvent s'informer en appelant au Comité populaire, au 522-0454.

Analyse, suite de la une

vient brutalement nous rappeler cette élection, c'est que l'immense majorité des lecteurs et des lectrices de ces lignes - dont on présume qu'ils et elles vivent et travaillent au centre-ville - sont relativement impuissantEs face à ce phénomène. Avec 67 % des voix pour Pierre Maheux du RMQ dans le district des Faubourgs, il est clair que le cœur du phénomène de la « montée de la droite » ne se situe pas dans Saint-Jean-Baptiste ni dans Saint-Roch! Il y a fort à parier que la majorité de vos voisinEs sont plus à gauche que la moyenne régionale et que les amateurs et amatrices de CHOI parmi eux et elles sont en minorité. L'essentiel du travail de sensibilisation et de « conquête des cœurs et des esprits » ne se fera donc pas dans nos quartiers... Le problème, c'est que, grâce aux fusions, ce sont les banlieusardEs qui dominent la scène politique. Heureusement pour nous, la droite est si forte qu'elle peut se présenter aux urnes divisée!

L'élection de Mme Boucher et d'une majorité de conseillers et de conseillères du RMQ nous laisse avec une situation inédite. Gouverner Québec ne sera pas une mince affaire et reposera sur de fragiles équilibres et de pas très subtils rapports de force. Dans ce contexte, la gauche sociale pourrait bien prendre une importance qu'elle n'a pas eue depuis une éternité. La raison en est simple : les éluEs du RMQ auront probablement besoin d'elle. Prenons Pierre Maheux, le nouveau conseiller du district, par exemple. Étant dans l'opposition, son pouvoir sera somme toute limité. Puisque c'est la pression de la rue et l'ampleur des mobilisations dans son district qui donneront du poids à sa parole et à son action, il ne pourra pas faire la sourde oreille aux demandes de la population et des groupes du quartier. Dans le même ordre d'idées, si elle veut gouverner, la nouvelle mairesse ne pourra pas dire non à toutes les demandes de l'opposition. Aux citoyenNEs de savoir profiter de la situation.

Au nom de toute l'équipe de la Caisse populaire Desjardins de Québec, nous vous souhaitons de Joyeuses Fêtes!



Robert Bouchard
Président



Andre Marceau
Directeur général



Michel Bonnette
Président du comité d'engagement communautaire



Isabelle Lalonde
Communication et commandites



Deux adresses, une seule Caisse :
19, rue des Jardins
550, rue Saint-Jean
Tél.: (418) 522-6806
Fax: (418) 522-2365
www.desjardins.com/caissedequebec






RONA

Quincaillerie St-Jean-Baptiste
LA FERRONNERIE DU FAUBOURG DEPUIS 100 ANS

298, rue d'Aiguillon, Québec (Qc) G1R 1L6 • 525-5212 • quinc.sjb@bellnet.ca

Hausse de loyer Les proprios en mènent large

(NLL) Au moment d'aller sous presse, nous n'étions pas encore fixés sur la demande d'injonction de la Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQ) qui veut interdire à la Régie du logement de publier ses traditionnels « indices d'augmentation de loyer ». L'association de propriétaires estime que la publication de ces « indices » est préjudiciable aux proprios et nuit à l'impartialité de la Régie comme tribunal administratif. Non mais qu'est-ce qu'il ne faut pas entendre!

Chaque année, en janvier, la Régie du logement rend public ce qu'elle appelle ses « indices d'augmentation de loyer ». Il s'agit essentiellement du pourcentage d'augmentation de base qu'il serait « correct » d'exiger selon le type de logement. Les « indices d'augmentation de loyer » de la Régie n'ont jamais eu force de loi - il ne s'agit justement que de ça : d'indices. Concrètement, ils permettent aux locataires d'avoir un point de comparaison quand ils et elles reçoivent leur avis d'augmentation de leurs proprios. Dans un contexte de crise, de plus en plus de locataires contestent les hausses de loyer abusives. Si l'avis est plus élevé que l'indice de la Régie, le ou la propriétaire peut se trouver forcéE de justifier sa demande d'augmentation à son ou sa locataire. C'est justement ça qui indispose les membres de la CORPIQ. Ils et elles préféreraient sans doute que leurs locataires soient dans le noir le plus complet quand vient la période des hausses de loyers. Un chèque en blanc avec ça?

Les groupes communautaires rappellent quant à eux que, depuis 1980, les locataires ont le droit de refuser une hausse de loyer jugée abusive et ce, sans devoir quitter leur logement. Le Comité populaire invite d'ailleurs les locataires qui se poseraient des questions au sujet de toute hausse de loyer à communiquer avec lui au 522-0454.

« Partager la scène » Formule inédite de levée de fonds

par Nicolas Lefebvre Legault

Le 30 novembre dernier, la représentation de « Comédie et dramaticules », au Théâtre Périscope, revêtait un caractère particulier. Il s'agissait en effet d'une représentation au bénéfice d'Entr'actes, un organisme communautaire dont la mission est de « développer, créer et diffuser un art unique, fait avec des personnes ayant des limitations fonctionnelles, en collaboration avec l'ensemble de la communauté ».

Une idée originale

L'idée de base du Théâtre Périscope est de « partager la scène » (c'est d'ailleurs le nom du programme) avec un bailleur de fonds, au profit d'un groupe communautaire. Une commandite de la Caisse d'économie solidaire a permis à Entr'actes de mettre gratuitement la main sur une centaine de billets de théâtre. Ne lui reste qu'à les vendre pour empocher jusqu'à 3000 \$.

C'est Jean-Pierre Bédard, le directeur administratif du Périscope, qui a eu cette bonne idée. « Ce qui nous rend particulièrement fiers, c'est que ça cadre parfaitement avec notre mission d'économie sociale, explique-t-il. C'est carrément du financement solidaire. » L'expérience de « partager la scène », qui avait déjà été tentée une première fois il y a une dizaine d'années, devrait normalement revenir deux fois par année au Périscope.

www.entractes.com
www.theatreperiscope.qc.ca



Un quartier «in»animé

Par Eve-Marie Lacasse

Difficile de s'appropriier son quartier par les temps qui courent! Est-ce primordial qu'ouvre un dixième salon de coiffure sur la rue Saint-Jean? L'apparence de cette rue s'éloigne rapidement de la réalité palpable du quartier, qui est encore un quartier populaire qui traîne derrière lui une histoire de résistance. Mais les commerces luxueux avancent à grands pas sur Saint-Jean... Est-ce que le syndrome du luxe de la rue Saint-Jean épargnera le reste du quartier?

La gentrification, ou la revitalisation selon la Ville de Québec, implique un enrichissement progressif de la population d'un quartier, tant culturellement qu'économiquement, ce qui entraîne une vague de déplacement des habitantEs ne pouvant s'ajuster financièrement à la hausse du coût de la vie. Le quartier Saint-Jean-Baptiste voit ainsi des pans importants de sa population (personnes à faibles revenus et à emplois précaires) disparaître au profit de jeunes ménages ayant un niveau d'instruction plus élevé que la moyenne et occupant des emplois professionnels ou dans le secteur des services. Cette nouvelle population plus aisée, et le désir de la Ville de plaire aux touristes, entraînent, sur la rue Saint-Jean, la prolifération de petites boutiques ayant la cote dans l'hebdomadaire *Voir*.

Ces salons de coiffure, lunetteries vendant leurs verres à des prix dispendieux, boutiques de mode féminine postmoderne, font en sorte que la seule rue entièrement commerçante du quartier doit se plier aux exigences de la clientèle de la colline parlementaire et du Vieux Québec. La rue Saint-Jean sans saveur locale est maintenant aussi hors les murs. Ce phénomène n'a plus seulement lieu autour de l'artère Honoré-Mercier. Il se rapproche tranquillement de Salaberry, à la limite est du quartier. Quelle est la pertinence de boutiques de ce genre sur Saint-Jean, si loin des murs, si ce n'est de favoriser les commerces régionaux au détriment des commerces de proximité? Il y a d'ailleurs eu plusieurs conflits sur le zonage de cette rue au sujet de la vocation des commerces. Est-ce que les commerces locaux devraient prédominer, ou bien les commerces régionaux?

La rue Saint-Joseph, dans Saint-Roch, est un exemple de ce que pourrait devenir la rue Saint-Jean. La revitalisation de Saint-Joseph a entraîné son lot de petits cafés branchés et de boutiques d'accessoires insipides-jolis-à-regarder. Selon une étude réalisée par la CDÉC (Corporation de développement économique communautaire) de Québec, avec l'implantation de l'ENAP, de TELUQ, de l'INRS, etc., un grand nombre de travailleurs et de travailleuses fréquentent la rue Saint-Joseph le midi, mais le soir, l'achalandage est nul, prouvant donc que très peu de ces gens vivent dans le quartier. On pourrait conclure que Saint-Joseph revitalisée ne profite pas aux résidentEs de Saint-Roch, mais bien aux gens qui y sont en transit : les travailleurs et travailleuses, ainsi que les lècheux et lècheuses de vitrine.

J'ai approché Martin Léveillé, propriétaire du DVD Déjà Vu sur Saint-Jean, afin de connaître son opinion sur la gentrification du quartier et l'effet que cela pouvait avoir sur les commerces. Selon lui, c'est très difficile de cerner ce qu'est réellement un commerce de proximité. Il est certain que les dépanneurs, les buanderies et les clubs vidéos sont des commerces de proximité, puisque 90 % de leurs clientEs sont des résidentEs du quartier. Bien souvent, ces commerces ne sont pas situés sur Saint-Jean, mais sur les rues parallèles ou perpendiculaires à celle-ci. Selon lui, il peut bien y avoir une multiplication des petites boutiques à la mode, pourvu que les besoins de la population du quartier soient comblés. Mais est-ce que tous les besoins le sont vraiment? Il n'y a aucun magasin généraliste dans le quartier, et peu de restaurants et de boutiques de vêtements à prix raisonnables! Les résidentEs doivent sortir du quartier pour retrouver ces types de commerces. En ce qui concerne les commerces de proximité que l'on retrouve dans le quartier, plusieurs sont encore sur place en raison des pressions qui se sont organisées, notamment le comptoir postal.

Il est clair que la réalité de la rue Saint-Jean a changé depuis quelques années et changera probablement encore. La gentrification a provoqué un déplacement de population et la tangente commerciale du quartier bat au rythme de cette nouvelle population. Mais Saint-Jean-Baptiste reste encore un quartier populaire de par la population qui y réside. Il est dommage qu'il passe à première vue pour un quartier chic, si quelqu'un se fie uniquement sur l'allure de Saint-Jean. Pour conserver le caractère populaire de notre quartier, la résistance doit continuer.



LE CRAC
ALIMENTS SAINS
LA CAROTTE JOYEUSE

690 rue St-Jean
Québec (Québec) G1R 1P8
Tél.: 418-647-6881
Fax: 418-647-3953
E-mail: info@lecrac.com



Spéciaux de groupe de 20h à 1h30
(jus • café • coke)

dimanche • lundi • mardi
la bouteille revient à **2,33 \$**
(bouteilles: duo 6\$, trio 7\$)

mercredi
la bouteille revient à **2,58 \$**
(bouteilles: duo 6,25\$, trio 7,75\$)

jeudi
la bouteille revient à **2,83 \$**
(bouteilles: duo 6,75\$, trio 8,50\$)

Lundi et mardi
excepté les jours fériés

1 \$ le verre
maximum 12 par client

Un party à votre goût!
La salle du deuxième est toujours disponible pour les artistes **694-9560**

Droits des gais et lesbiennes Formation des flics à l'altersexualité

par Yves Gauthier

L'été dernier, un cas d'agression physique homophobe a été déclaré à la police de Québec. À ce jour, rien n'est encore ressorti de l'enquête. Il n'est même pas certain que l'enquête ait eu lieu, selon le principal intéressé. Pour remédier à ce genre problème, les 700 policiers et policières de la Ville de Québec, ainsi que ses officiers et officières, suivent depuis octobre dernier et jusqu'à la fin janvier une formation obligatoire de sensibilisation à l'altersexualité.

Donnée par Yvan Lapointe, de la Coalition gaie et lesbienne du Québec, et secondée par des représentantEs d'organismes tel que Miels Québec, Prisme Québec, Gris Québec et par d'autres intervenantEs qualifiéEs, cette formation met les policiers et policières en contact direct avec une réalité qu'ils et elles connaissent mal ou vis-à-vis de laquelle de nombreux préjugés ont encore cours.

Pour Yvan Lapointe, « les policiers et policières sont un vecteur d'éducation dans l'exercice de leurs fonctions ». Leur attitude a donc une répercussion sur l'ensemble de la population, et plus particulièrement sur les plus jeunes. « En comprenant mieux ce qu'est l'altersexualité, dans un cas litigieux, les policiers et les policières seront plus à l'aise pour prendre fait et cause pour une personne altersexuelle, sans avoir peur d'être identifiéEs à ce genre sexuel ». Un policier blanc qui prend la défense d'un jeune noir dans une situation précise ne craint pas de se faire traiter avec mépris. Mais dans le cas de l'altersexualité et

dans une situation analogue, il est possible qu'il se fasse traité de pédé ou de fif, d'ajouter M. Lapointe.

Cette formation devrait permettre aux représentantEs de l'ordre de mieux réagir dans des situations où des personnes dont l'identité sexuelle et le genre diffèrent de la norme sont en cause. Qu'il s'agisse d'agression physique homophobe, de fraude, de chantage, de violence conjugale, de prostitution ou encore de drogue, touTEs ont droit au plein exercice de leurs droits et au respect. À titre d'exemple, M. Lapointe propose qu'en cas de violence conjugale entre deux personnes de même sexe, on ne mentionne pas que ces deux personnes sont homosexuelles dans le rapport. Plus la confiance des membres de la communauté altersexuelle envers les policiers et policières sera accrue, plus il y aura de dénonciations en cas de problèmes.

On ne peut présumer du résultat de cette formation, mais une chose est certaine pour Yvan Lapointe : plus les préjugés sont présents, plus il est difficile d'offrir un service de qualité à ceux et celles qui en ont besoin. Les plaintes pour toutes sortes d'atteintes à l'intégrité de personnes altersexuelles sont limitées car les gens craignent la réaction des policiers et des policières eux-mêmes face à l'altersexualité.

Si cette formation permettait seulement aux policiers de cesser de se traiter « d'enculé » entre eux, ce serait déjà un pas dans la bonne direction et un signe de succès.

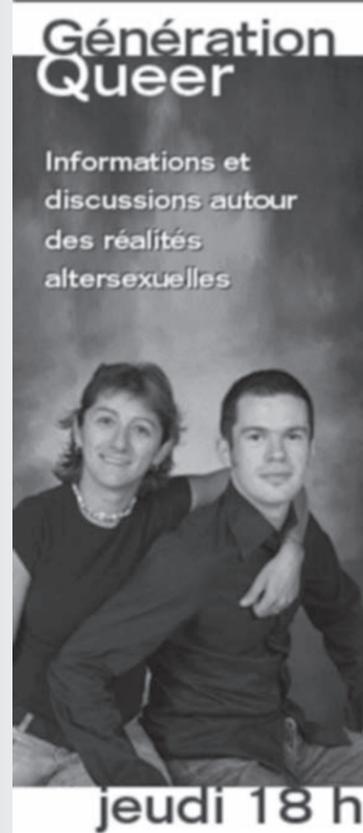
Génération Queer

(Y.G.) La station de radio communautaire CKIA-FM 88,3 (ou 88,5 sur le câble) ne diffuse pas une mais deux émissions dont le contenu reflète les préoccupations de la communauté altersexuelle de la région de Québec. Après Homologue les lundis à 18 h, voici Génération Queer qui est diffusée deux jeudis par mois à 18 h.

Les animateurs Johanne H. Gaudreault et David Risse s'intéressent particulièrement aux activités militantes, politiques ou de recherche. Les auditeurs et auditrices peuvent poser des questions en direct, soit aux animateurs, soit aux invitéEs.

Mais cette émission de radio déborde largement les frontières de la région puisqu'elle est téléchargeable à partir du site web de la Coalition gaie et lesbienne du Québec (www.cglq.org), ainsi que sur Gayradiobec (www.gayradiobec.com) en reprise.

Branchée sur la diversité sexuelle internationale, Génération Queer est avant tout une émission citoyenne pour tous âges, tous genres et toutes orientations ou identités sexuelles. C'est une excellente nouvelle pour ceux et celles qui veulent en savoir plus sur la communauté altersexuelle.



Coordonnées: 412, 3^e Avenue
Québec (Québec) G1L 2W1
Tél. : 418-648-8043
Courriel : lapagenoire@propagande.org
Site web: lapagenoire.propagande.org

La *Page Noire* est un centre de diffusion et d'information autogéré.

Elle souhaite offrir de la littérature pour aider au développement d'alternatives face au capitalisme et au contrôle de l'État sur nos vies.

Une large bibliothèque de près d'un millier d'ouvrages est ainsi mise gratuitement à votre disposition. Un service de librairie est assuré par la vente de dizaines de livres, brochures, revues, disques, films et documentaires engagés.

Ouvert tous les jours de 12h à 17h



La CGLQ est un organisme non-gouvernemental qui a pour mission de promouvoir, représenter et défendre les droits de la communauté gaie et lesbienne du Québec. Nous avons besoin de votre support et de votre implication pour mener à bien l'ensemble de nos dossiers. En devenant membre de la CGLQ, vous profitez également des avantages que procurent nos partenariats de services. Contactez-nous pour plus d'information.

Étudiant : (6 \$) Individuel : (20 \$)
Corporatif : (100 \$) Collectif : (25 \$)

5 rue Du Fort, c.p. 9, Québec, Qc, G1R 4M8
Tél : (418) 524-7535 Fax : (418) 523-8519
www.cglq.org info@cglq.org



Parce que le SIDA est
toujours là...
Nous aussi... et vous ?

281, chemin Sainte-Foy
Québec, Québec G1R 1T5

(418) 649-1720
Ligne Sida-aide (418) 649-0788



Agir c'est la vie!

Tu as des questions en lien avec ton orientation sexuelle...
Tu as envie de le dire à quelqu'un...
Tu pourras nous parler, par exemple, d'estime de soi,
d'isolement, de coming out, de discrimination,
de famille, de santé sexuelle...

PRISME est là!

• ACCUEIL
• ACCOMPAGNEMENT
• RÉFÉRENCE

649-1232 • www.prisme.org

La vie de famille dans Saint-Jean-Baptiste

par Nadine Davignon

8 h 15, mardi matin. Un jeune père sort de l'étroit escalier de son appartement, un enfant emmitoufflé sous un bras, une poussette et de nombreux sacs dans l'autre. Alors que tout semble plus complexe au centre-ville, pourquoi ces familles choisissent-elles d'habiter ici? J'ai rencontré Sébastien et Marie-Ève du Centre famille Haute-Ville pour comprendre leur réalité.

Une vie de quartier

C'est d'abord l'esprit d'entraide et de voisinage qui attire les familles ici. On peut facilement tisser des liens avec d'autres familles. La vie en appartement oblige à sortir davantage. Les gens se retrouvent au parc, se rencontrent dans un café, se saluent sur la rue, se revoient à l'épicerie... Lorsqu'ils doivent quitter le quartier, c'est bien souvent ce sentiment d'appartenance qui leur manque le plus.

Ensuite, les familles trouvent la plupart des services à proximité, comme l'école et le CLSC, ainsi que les commerces dont ils ont besoin, de même que leur lieu de travail. C'est un autre avantage de taille pour les familles, dont plusieurs vivent sans voiture. On nous souligne cependant deux lacunes, soit un magasin abordable de vêtements pour enfants et une maison des naissances accessible sur la rive nord.

Peu de logements

Le Faubourg Saint-Jean-Baptiste a aussi ses désavantages. Son principal défaut est le manque de grands logements (5^{1/2} et 6^{1/2}). Il en existe peu, car plusieurs ont été subdivisés illégalement en chambres ou en studios. Lorsque ces logements sont miraculeusement disponibles, leur prix est souvent trop élevé. Le départ des familles serait principalement dû à ce manque d'espace à prix abordable. La nouvelle coopérative L'Escalier vise à répondre à ce besoin, en réservant une vingtaine de grands appartements aux familles.

D'autre part, les familles peuvent vivre de la discrimination lorsqu'elles se cherchent un logement. Prétextant le bruit causé par les enfants, certainEs propriétaires peuvent être « réticentEs » à louer à une famille.

Transport

Lorsqu'on les questionne sur les éléments à améliorer, c'est la circulation automobile qui est d'abord mentionnée. Sébastien explique comment la vitesse excessive de plusieurs automobilistes nuit au quartier, tant du point



Le portrait socioéconomique des familles du quartier est assez diversifié. On compte à la fois des personnes aisées et à faibles revenus, dont une certaine proportion d'étudiantEs. Les familles monoparentales représenteraient environ 20 % de l'ensemble. En 2001, le faubourg comptait 575 jeunes de 19 ans et moins, selon Statistique Canada.

de vue de la qualité de l'air, du bruit, que de la sécurité. Malheureusement, ces conducteurs et conductrices agressif-VEs viennent souvent de l'extérieur du quartier et sont peu sensibles aux dangers qu'ils et elles représentent pour les piétonNEs, en particulier pour les enfants. À son avis, le statut de l'automobile serait à revoir dans tout le quartier.

Toujours sur la question du transport, il existe un règlement au RTC empêchant d'avoir des poussettes dépliées à bord des autobus. Essayez de faire monter un jeune enfant à bord, en plein hiver, en refermant d'une main la poussette et en essayant de mettre votre billet dans la fente avant que la ou le chauffeur ne redémarre! À l'heure de Kyoto, il est étonnant que ce règlement soit toujours en place, car il réduit l'utilisation du transport en commun par les familles ayant de jeunes enfants.

Parcs, accès aux commerces et toxicomanie

La vie en appartement rend plus que nécessaire la présence de terrains verdoyants où les enfants peuvent se dégourdir. Il y en a bien peu dans le quartier. Les familles réclament également un aménagement plus adéquat des aires de jeux. Il n'existe, par exemple, aucun module de jeu pour les enfants de moins de cinq ans dans nos parcs. Pour en trouver, il faut aller jusqu'à la rue des Franciscains, dans Montcalm, ce qui rebute plus d'un parent.

Bien qu'ils soient situés à proximité, plusieurs commerces ne sont malheureusement pas conviviaux pour les familles, parfois à cause d'une marche ou de la porte d'entrée qui limite l'accès aux poussettes, parfois à cause de l'attitude du personnel qui crée un malaise chez les parents. Au Centre famille, on aimerait bien voir apparaître un

symbole « Bienvenue aux familles » dans les fenêtres des commerces...

Enfin, malheureusement, la toxicomanie n'est pas absente de notre quartier. On retrouve des seringues souillées dans certains secteurs. Les parents s'inquiètent de la prolifération de ce phénomène, à la fois pour le danger que représentent les seringues et pour la délinquance qui y est souvent associée.

Pourquoi garder les familles au centre-ville?

« Il FAUT qu'on soit capable d'élever des enfants en ville, souligne Sébastien. Il devrait y avoir des familles partout, dans tous les environnements. Si une personne aime la ville, son grouillement d'activité et de monde, la proximité des services, il n'y a pas de raison pour qu'elle ne puisse continuer à y vivre lorsqu'elle décide d'avoir des enfants ». Il est sain que les différents types de citoyenNEs se côtoient. La présence de familles dynamise l'ambiance dans les rues et les cours, soutient l'économie du quartier et contribue à bâtir un tissu social et une vie de quartier intéressante.

Le Centre famille Haute-Ville, situé au 597, rue Richelieu, est un lieu de rencontre et de ressources pour les parents. Téléphone : 648-1702

Revendications politiques au Centre famille

Le Centre famille Haute-Ville met actuellement en place un nouveau comité qui vise à donner une voix plus forte aux familles sur les plans municipal et provincial. À titre d'exemple, ce comité appuie la revendication pour les allocations parentales universelles, visant à offrir un soutien économique à tous les parents lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant. Selon le comité, c'est la parentalité qui justifie cette aide, et non le fait d'avoir participé au marché du travail dans les 52 semaines précédentes. Pour informations : 648-1702

- Steaks frites, burgers
- Frites maison
- Salades, fines pizzas, pâtes
- Nachos, escalopes de veau
- Poitrines de poulet, saumon
- Déjeuners, menus midi, tables d'hôte

- Mets pour emporter
- Verrière, terrasse



ET BIEN PLUS ENCORE...

HEURES D'OUVERTURE : de 8h à 23h



298, RUE ST-JEAN, QUÉBEC | RÉSERVATIONS: 647-3031

AMBIANCE DE QUARTIER

Compostage communautaire : bilan positif

par Véronique Laflamme

En juillet prochain, le Compostage communautaire du Faubourg, à lui seul, aura permis d'éviter l'émission de 6 tonnes de gaz à effet de serre

Dans la foulée de la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (qui s'est tenue à Montréal du 27 novembre au 9 décembre), on aura beaucoup entendu parler de l'importance de réduire les gaz à effet de serre (GES), grands responsables des changements climatiques. Pour la Ville de Québec, les plus importants émetteurs de ces GES sont... l'incinération et l'enfouissement des déchets! Le projet pilote de compostage communautaire installé dans le parc Richelieu depuis la fin mai est un moyen concret de faire face à ce problème.

Le but du site de compostage communautaire était de réduire le volume de déchets domestiques par la pratique du compostage communautaire dans le quartier Saint-Jean-Baptiste. Plus encore, l'initiative se voulait un projet d'information, de sensibilisation et d'éducation visant à informer les résidentEs du quartier. À la lueur des résultats obtenus, nous pouvons affirmer que les objectifs sont largement atteints!

« Un projet tel que le Compostage communautaire du Faubourg est essentiel à la vie de quartier. Le compostage étant vital à la protection de notre environnement, un projet tel que celui-ci permet la conscientisation des citoyenNEs, en plus d'apporter un sentiment d'appartenance au quartier... »

-Marlène, participante

Entre le début juin et la fin octobre, 35 ménages (60 personnes) ont déposé 706 kilos de matières putrescibles, pour remplir 3 des 4 bacs de 1 mètre cube chacun. À ce rythme, et considérant l'ajout de nouveaux participantEs, près de 2 tonnes de déchets auront évité l'incinération. Ça semble beaucoup, mais il faut se rappeler que les matières putrescibles composent 40 % du poids de nos ordures domestiques.

En diminuant la quantité de nos déchets, nous réduisons aussi la pollution de l'air. Selon les données du « Défi d'une tonne », grâce au site de compostage communautaire seulement, en juillet prochain, l'émission de 6 tonnes de GES auront été évitées dans le faubourg.

L'expérience pilote a montré que la proximité du site serait un facteur incitatif pour les gens, certainEs ayant parfois manqué de motivation. Toutefois, nous avons reçu de nombreux appels de résidentEs intéresséEs et l'expérience a permis à des participantEs d'installer une compostière dans leur cour ou encore de décider de convaincre leur proprio de le faire. À la fin du mois d'octobre, 48 ménages (86 personnes) étaient inscrits au projet. Nous en sommes donc à évaluer la pertinence de tenter des démarches pour réaliser un second site l'an prochain... À suivre!

« [...] la semaine passée, je n'ai sorti sur le trottoir qu'un seul petit sac d'épicerie pour toute la semaine! C'est vraiment peu. Nous sommes deux à la maison : une enfant et une adulte. Et c'est sans parler du compost que je pourrai utiliser l'été prochain pour faire pousser mes tomates sur mon balcon. »

-Caroline, participante

L'équivalent d'une livre de beurre (450 grammes) de matières compostées empêche la production de 3 m³ de gaz à effet de serre

« J'ai tellement aimé l'exercice que j'ai acheté... mon propre composteur! Je ne pourrais plus jeter une seule pelure d'orange sans me sentir coupable! »

-Mireille, participante

« [...] nous sommes toujours étonnés de la grande quantité de matières compostables et de la diminution notable de notre « sac vert ». Nous ne pourrions revenir en arrière et ne plus composter... impossible! »

-Michel et Danielle, participants

Pour en savoir plus :

<http://www.aqlpa.com>
<http://www.defiquebec.com>
<http://www.climatechange.gc.ca>
<http://www.agir21.org>
<http://www.atquebec.org>
<http://www.decroissance.org>
<http://www.casseursdepub.net>

L'environnement chaque jour!

Saviez-vous que, conformément au Plan de gestion des matières résiduelles (PGMR) de la CMQ Rive-Nord entré en vigueur en avril dernier, d'ici 2011, la Ville de Québec ramassera vos matières putrescibles à domicile et en effectuera la valorisation au même titre que les autres matières recyclables?

Le projet-pilote Compostage communautaire du Faubourg s'inscrit dans le contexte de la mise en oeuvre du PGMR qui s'est fixé comme objectif de réduire de 60% le volume de matières putrescibles d'ici 2008. Le compostage est une façon simple, écologique et efficace de réduire la quantité de matières résiduelles destinées aux sites d'enfouissement ou à l'incinération.



L'inter Marché St-Jean

Livraison tous les jours à 11 h 30, 15 h et 17 h.

La livraison de 15 h est gratuite!

522-4889,
850, rue Saint-Jean.

Charlotte, Solange et Jean-Philippe
Courtemanche

Projet de loi 133 Un net progrès

par Nicolas Lefebvre Legault

Le 15 novembre dernier, le Ministre de la Justice, Yvon Marcoux, a déposé un projet de loi très attendu par les comités logement et les maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale. Le projet de loi 133 change en effet le Code civil afin de permettre la résiliation du bail pour des victimes de violence conjugale ou d'agression sexuelle lorsque leur sécurité ou celle de leurs enfants est menacée.

Les victimes de violence conjugale et d'agression sexuelle ne seront plus enchaînées à leur bail

Même si les groupes revendiquaient que la résiliation prenne effet plus rapidement, ils se réjouissent du geste du ministre. « Depuis 6 ans, nous avons déployé beaucoup d'énergie pour sensibiliser les éluEs politiques au fait qu'une victime de violence conjugale qui risque sa vie et celle de ses enfants doit pouvoir se refaire une vie et surtout, quitter rapidement un logement où elle est en danger. Le projet de loi 133 constitue le premier geste concret pour assurer aux femmes leur droit fondamental à la sécurité », a déclaré Louise Riendeau, porte-parole du Comité logement pour les droits des victimes de violence conjugale (une coalition formée autour de cet enjeu).

Un bémol

« De façon générale, c'est une bonne nouvelle et une belle victoire », indique Nicole Dionne du Bureau d'animation information logement (BAIL). « Je suis satisfaite à 95 %. Là où je mettrais un bémol, c'est dans la mise en application de la loi. » Le projet de loi stipule que le ou la locataire devra se munir d'une double attestation, soit celle « d'unE fonctionnaire ou d'unE officière ou officier public désignéE par le ministre » et celle d'une deuxième personne pouvant confirmer l'attestation. Or, dans un cas comme dans l'autre, on ne sait toujours pas de qui il s'agira. « C'est la faiblesse de ce projet de loi, croit Nicole Dionne, car dans les faits, cette exigence de « double attestation » risque de rendre plus difficile l'exercice de ce droit par les femmes. » La résiliation du bail prendra effet, comme le prévoit actuellement le Code civil pour les autres cas de résiliation, trois mois après l'envoi de l'avis. Reste donc à déterminer l'application concrète de ce projet de loi et son financement. « Ça va prendre des montants supplémentaires », indique Nicole Dionne. Elle voit mal comment l'on pourrait en demander davantage au Fonds d'indemnisation des victimes d'actes criminels, déjà sous-financé.

Des oppositions

Le projet de loi n'a toutefois pas réjoui tout le monde. Dans un communiqué, le président de l'Association des propriétaires du Québec, Martin Messier, demande au gouvernement de « cesser de prendre les propriétaires pour des oeuvres de charité ». Pour être sûr d'être bien compris, M. Messier ajoute : « C'est quoi, cette idée géniale de faire subventionner tous les maux et problèmes de notre société par les propriétaires privéEs de logements, qui sont de bonNEs payeurs de taxes, taxes qui doivent servir entre autres à aider les plus démunisEs de notre société? »

Nicole Dionne n'est pas surprise de cette opposition des propriétaires, même si elle n'y souscrit pas. « Le ou la propriétaire ne sera jamais perdantE dans ce dossier, dit-elle. Non seulement les pertes locatives donnent droit à des crédits d'impôt mais en plus, les cas où la femme sera l'unique responsable du bail seront très rares. »

L'inclusion de la violence conjugale et sexuelle comme motif sérieux pour résilier un bail faisait partie des revendications de la Marche mondiale des femmes de l'an 2000. Voilà une preuve qu'avec beaucoup d'acharnement et de persévérance, nos revendications peuvent aboutir.

Encore des élections fédérales... et toujours pas de sous pour le logement social

(NLL) Un peu comme les ponts et les routes que les politiciens promettaient d'élection en élection dans le temps, le réinvestissement fédéral en logement social est en train de devenir une vraie farce. Promis lors de la dernière campagne électorale, re-promis dans le discours du trône, re-re-promis dans le budget Martin-Layton, les sous ne s'étaient toujours pas matérialisés en novembre, lors du mini-budget électoraliste du ministre Goodale.

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), qui court après cet argent depuis plus de deux ans, est furieux. « La seule partie de ses engagements en habitation que le gouvernement libéral de Paul Martin n'aura pas du tout respectée durant son mandat est celle concernant le logement social, alors que le premier ministre a pourtant fait, à plusieurs reprises, étalage de ses préoccupations à cet égard », explique le FRAPRU dans un communiqué récent.

Le gouvernement québécois ne s'engagera pas plus dans le développement de logement social s'il n'est pas soutenu par Ottawa. C'est, et de loin, la province qui finance le plus le logement social. Il est clair que le gouvernement Charest ne s'embarquera pas seul dans de nouveaux



Photo : Émilie Baillargeon / Les DéclencheurEs

Le 9 novembre dernier, 500 locataires ont manifesté devant la résidence officielle de la gouverneure générale du Canada pour populariser les revendications du FRAPRU en matière de logement social.

programmes. Relancer la construction de HLM, par exemple, est impensable sans financement fédéral. Ça ne s'est d'ailleurs jamais fait, l'argent des HLM étant toujours majoritairement venu d'Ottawa. Comme dans bien d'autres domaines, le problème est géré à Québec mais l'argent est à Ottawa.

Le FRAPRU revendique l'investissement de 2 milliards \$ supplémentaires par année dans le logement social, sous la forme de HLM, de coopératives d'habitation et de logements gérés par des organismes à but non lucratif. Il constate avec dépit que, depuis la nomination de Paul Martin comme chef du parti libéral et premier ministre, il y a eu davantage d'élections au Canada que de nouveaux logements sociaux financés.

La vie privée de Jean Charest

(Y.G.) Jean Charest n'a jamais eu d'autres revenus que ses appointements de député, de chef de l'opposition et de premier ministre. Ces montants ont varié entre 60 000 \$ et 160 000 \$ annuellement.

Puisque pour les libéraux, le jeu consiste à fouiller dans la vie privée des politicienNEs, il serait intéressant que Jean Charest nous dise comment il a fait pour payer une dette évaluée à 2,5 millions \$, contractée en 1993 (*Le Soleil*, 20 avril 1998), lors de la course à la chefferie du Parti progressiste conservateur du Canada.

Pourrait-il aussi nous dire qui a garanti l'hypothèque sur sa maison de Westmount, évaluée à 1,4 millions \$? Et comme les frais d'entretien, les montants des taxes foncières et scolaires, les remboursements hypothécaires et les frais de scolarité des écoles privées de ses deux enfants sont très élevés, pourrait-il nous dire comment il fait pour payer son épicerie?

Pourrait-il confirmer ou infirmer la rumeur voulant que la famille Desmarais lui vienne en aide?

Michel Yacoub

Au service des
travailleurSEs et des
organismes
communautaires!

Conseiller en sécurité financière
Conseiller en assurances collectives et rentes collectives

- Assurance Collective
- Assurance Salaire
- Assurance-Vie
- R.E.E.R Collectif
- R.E.E.R.

505, 14^e rue, Québec, Qc G1J 2K8
Tél. : (418) 529-4226 Fax : (418) 529-4223
Ligne sans frais : 1-877-823-2067

525, rue St-Jean

Québec

tél.: 522-1987

Tous les jours de 15 h00 à 3 h00

Les Douces Heures BORÉALE

Mardi-Jazz

CONCERT

Expositions

Babyfoot

Les Théâtreries

Micro-brasseries

" 4 à 8 "

Liberté de presse?

par Martin Dufresne

C'est ce que l'on vérifie, à voir les nouveaux livres issus de petits éditeurs, comme Sisyphes et Lux, qui arrivent graduellement à diffuser des idées innovatrices, en marge des grandes corporations qui s'accaparent les surfaces de vente avec de la littérature de consommation. C'est dire l'importance du réseau de diffusion parallèle, qui permet de rentabiliser des livres en marge des ventes en librairie.

Profitant de conférences ou de projections de documentaires contestataires comme *Pas de pays sans paysans*, des organisations comme Les Amis de la Terre assurent en effet, aux idées progressistes, une diffusion qui se prolonge bien au-delà des quelques mois où les magasins les offrent en vitrine. Un collectif comme celui de La Page noire, sur la 3^e avenue, fait la même chose pour les écrits anarchistes boudés par les libraires.

Acheter un de ces livres, c'est aussi se rapprocher d'un groupe où s'impliquer et trouver des camarades.

Récupération

La liberté de presse et les éditeurs parallèles deviennent encore plus importants lorsque la résistance menée contre les grands systèmes d'oppression (capitalisme, patriarcat) atteint un seuil critique. On observe alors que les éditeurs de droite et les chaînes de télévision décident de contrer des idées progressistes en créant un contre-

discours aux idéaux d'égalité ou d'écologie, avec des propos spectaculaires et manipulateurs. On préfère jouer sur l'émotion et le pessimisme plutôt que dénoncer les sources et les bénéficiaires des problèmes ainsi abordés.

On parlera par exemple d'« humaniser le capitalisme ». Les cheffEs politiques et les entrepreneurEs qui luttent bec et ongles douze mois par année contre les réformes réclamées se présenteront comme les championNEs du progrès dans ces domaines...

Un grand journaliste américain, A. J. Liebling, a un jour écrit : « La liberté de presse appartient à ceux qui en possèdent une. »

Alternatives à la globalisation économique, publié cet automne chez Écosociété, un petit éditeur devenu grand, tente de mettre la réflexion à l'abri de cette récupération. Les auteurs proposent, sous diverses plumes, une vision cohérente et réaliste d'une économie alternative fondée sur d'autres valeurs, opposées à celles du capitalisme. On y fait notamment le procès de la privatisation, pour réclamer des décisions prises dans le sens du bien commun. On explique

comment les lieux de travail pourraient être différemment organisés pour tenir compte des besoins des petitEs producteurs et productrices.

Un des animateurs du collectif qui publie ce texte est Jerry Mander, qui avait signé, il y a plusieurs années, un livre provocant : *Quatre arguments en faveur d'une élimination de la télévision*. Quoi?! Nous enlever Star Académie? Qu'est-ce qui nous resterait? Décidément, ces gauchistes ne respectent rien!

Connaissez-vous les chapbooks?

par Martin Dufresne

Qui n'a pas découpé ou photocopié un article particulièrement bien fait sur un enjeu crucial? On voit aujourd'hui des micro-éditeurs publier de tels articles sous forme de petits livres, de la longueur d'un chapitre, les *chapbooks*, vendus à un prix très accessible.

Bon exemple: *Quel rôle pour l'État?*, une conférence de Noam Chomsky donnée il y a 35 ans mais toujours d'actualité au moment où réactionnaires et progressistes s'affrontent au nom de la « lucidité » ou de la « solidarité ». Traduit et édité par Écosociété, ce texte démontre – à l'heure de la « médecine à deux vitesses » – à quel point le capitalisme est incompatible avec le libéralisme, tel que défini au XVIII^e siècle. Un livre qui tire le tapis sous les pieds de la droite.



On publie aussi des *chapbooks* chez Sisyphes, maison animée par les infatigables webmestres Micheline Carrier et Elaine Audet. Dans *La sexualisation précoce des filles*, Pierrette Bouchard, Natasha Bouchard et Isabelle Boily interpellent le marché de la publicité et de la mode qui procèdent à une sexualisation indue des jeunes filles pour s'accaparer ce « marché ». Leurs analyses, nourries par un travail de terrain, contrastent heureusement avec les glissements des gens qui s'indignent sur toutes les tribunes de l'existence de rapports sexuels entre jeunes et les relatent de façon sensationnaliste.

Les auteures font apparaître la construction systématique d'un hétérosexisme, par lequel les revues apprennent aux filles à se plier très tôt aux intérêts et à la volonté des gars, en mettant de côté leurs propres désirs et valeurs. Un autre titre de Sisyphes, *Prostitution – perspectives féministes*, met en lumière une des retombées de cette marchandisation systématique de nos désirs.

Arbitrage religieux

De façon plus brouillonne, un troisième titre de Sisyphes, *Des tribunaux islamiques au Canada?*, a au moins l'avantage de donner la parole à des femmes des collectivités dites « ethniques ». Les auteures s'inquiètent des pressions morales et religieuses exercées sur les femmes musulmanes qui envisagent une séparation ou un divorce. Compte rendu à chaud d'une mobilisation réussie, on y trouve, notamment, un argumentaire passionné de la députée Fatima Houday-Pépin. En 2005, celle-ci a fait adopter, par l'Assemblée nationale, un rejet unanime de l'implantation de tribunaux dits « islamiques » au Québec et au Canada.

Le livre compte toutefois plusieurs coquilles et faiblesses. Espérons qu'une réédition fera également place à d'autres commentatrices (à Pascale Fournier, par exemple, ou à des organisations comme le FEAJ et Femmes et droits) qui ont fait meilleure place à des problèmes incontournables dans ce dossier : condition des femmes juives, interface entre droit et religion, privatisation galopante du droit de la famille, autres formes de fondamentalisme comme le masculinisme, invisibilité actuelle des ententes conclues par des ex-conjoints en privé, et surtout un racisme très réel à l'égard des musulmanEs, à l'heure de la guerre sainte de M. Bush.

Il faudra éventuellement tenir compte de tout cela si l'on veut faire échec à tous les intégrismes, y compris celui des privilèges paternels.

Demi-indexation de l'aide sociale Une décision « illégale, injuste et discriminatoire »

(M.D.) La décision annoncée fin novembre par le gouvernement Charest de n'indexer qu'à moitié les prestations d'aide sociale va étrangler encore davantage les 250 000 personnes les plus pauvres au Québec, soit les prestataires de l'aide sociale jugés sans contraintes sévères à l'emploi. On a décidé de les priver de la moitié du taux d'indexation au coût de la vie que reconnaît l'État en matière d'impôt et pour les autres prestataires.

les moins capables de se défendre contre la hausse des coûts de la vie. La coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes et la Fédération des femmes du Québec partagent pleinement cette indignation, tout comme l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées. Il n'y a aucune raison de permettre que les personnes plus pauvres - dont la majorité sont des femmes - continuent d'être dépouillées par des coupures déguisées de ce genre.

Ces groupes exigent du gouvernement la réparation de la demi-indexation effectuée en 2005, qui a appauvri plus de 260 000 personnes assistées sociales. Ils réclament, pour 2006, l'indexation complète de l'ensemble des prestations d'aide sociale, déjà scandaleusement inférieures au strict nécessaire.

Accentuons la pression

Si vous avez accès à un télécopieur, protestez sans tarder auprès de Monique Jérôme-Forget, Présidente du Conseil du trésor, au 643-7824; ainsi que de Michel Audet, Ministre des Finances, et de Michelle Courchesne, Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, tous deux au 646-1574. Ou écrivez-leur – ainsi qu'à votre députéE – à l'Assemblée nationale, 1045, des Parlementaires, Québec, G1A 1A4.

Et pour vous joindre à la prochaine manifestation, donnez un coup de fil à l'Association pour la défense des droits sociaux, 524-5064, ou au Regroupement des femmes sans emploi du Nord de Québec, 622-2620.



Appauvrissement garanti

Le Collectif pour un Québec sans pauvreté et le Front commun des personnes assistées sociales qualifient cette décision de discriminatoire et d'une dureté sans nom. C'est 21 millions \$ que M. Charest enlève ainsi aux citoyenNEs

BABILLARD COMMUNAUTAIRE

Parents gais et lesbiennes

La prochaine rencontre du Groupe des parents gais et lesbiennes de Québec aura lieu le mercredi, 11 janvier 2006. Le thème des discussions sera « Mes résolutions ». Les rencontres ont lieu au 383, chemin Sainte-Foy, local 111, de 19 h 30 à 21 h 30. Renseignements : 524-2460 ou 658-4778 www.algi.qc.ca/asso/gpqlq

Au-delà du développement

durable... Osons la décroissance!

Suite aux consultations municipales qui ont mené à l'adoption du Plan de gestion des matières résiduelles de la Communauté métropolitaine de Québec, le Comité de citoyenNEs pour la fermeture de l'incinérateur de Limoilou a amorcé une réflexion sur l'idée de la décroissance viable. En tant que pays riche du Nord responsable de nombreuses inégalités sociales et désastres environnementaux, ne devrions-nous pas remettre en question le développement, même celui considéré comme « durable », pour nous tourner vers une autre voie, celle du déploiement vers la communauté, les arts, la culture? Cette conférence de Serge Mongeau, auteur et promoteur de la simplicité volontaire, sera suivie d'une période d'échange et de discussion dans le but de démarrer le comité Décroissance des AmiEs de la terre, possiblement mis en commun avec le Groupe de simplicité volontaire de Québec. Mercredi le 25 janvier à 19 h 15 aux AmiEs de la Terre de Québec (870, de Salaberry). Conférence en partenariat avec le Groupe de simplicité volontaire de Québec. Contribution volontaire : 2-5 \$.

Noël et le chœur du Faubourg

Le samedi 24 décembre, à 23 h 30, les plus beaux airs de Noël pourront être entendus en l'église Saint-Jean-Baptiste de Québec, 400, rue Saint-Jean, interprétés par le chœur du Faubourg, dirigé par Charles Dumas et accompagné à l'orgue par Sylvain Doyon. Suivra, à minuit, la messe solennelle. Solistes invitées : Johanne Bellavance, soprano, et Myriam Boutin, soprano. Entrée libre.

Chapelle historique Bon-Pasteur

Le dimanche 18 janvier à 13 h 30, les élèves de Caroline Veillette présenteront un récital à la Chapelle historique Bon-Pasteur. L'entrée est gratuite. Tous les lundis midi, la chapelle historique Bon-Pasteur reçoit les étudiantEs du Conservatoire de musique de Québec qui nous offrent d'excellents concerts. Entrée gratuite. Renseignements : 522-6221

Bibliothèque Saint-Jean-Baptiste

La galerie du Faubourg dans la bibliothèque Saint-Jean-Baptiste présente l'exposition « Imaginaire et création » jusqu'au 15 janvier 2006. Une initiative d'artistes de la Communauté roumaine de Québec ainsi que de leurs compagnons et compagnes de vie (qui peuvent être d'origines diverses), cette exposition veut présenter des œuvres allant de la tapisserie à la peinture en passant par la pyrogravure et le folklore. Alina Nograd, Christina Maxim, Pierrette Gauthier, Carmen Tibirna, Luliana Belciug, Eugen Gherman et Ion Harghel sont les artistes qui participent à cette exposition. Renseignements : 641-6798

Gris-Québec

À Gris-Québec, les groupes de discussion ont repris depuis le début de décembre. Ces rencontres s'adressent aux jeunes de 14-17 ans et de 18-25 ans qui se réunissent alternativement tous les mardis au 363, de la Couronne, local 202, à 19 h. La prochaine rencontre aura lieu le 20 décembre pour les 18-25 ans. Renseignements: Marie-Pier, au 523-5572

Ligue d'improvisation de la Vieille Capitale

Tous les mardis, au Cabaret club Le Drague, au 815, Saint-Augustin, la Ligue d'improvisation de la Vieille Capitale vous invite à venir assister à des joutes d'improvisation enlevantes. Renseignements : 649-7212

Crèches d'ici et d'ailleurs

Pour ceux et celles qui veulent découvrir différentes façons de présenter la Nativité par le biais de crèches de Noël, la bibliothèque Gabrielle-Roy offre une exposition internationale sur le sujet jusqu'au 8 janvier. Les heures d'ouverture sont les suivantes : du samedi au mercredi de 12 h à 17 h, les jeudis et vendredis de 12 h à 20 h, les 24 et 25 décembre de 12 h à 17 h, fermé les 31 décembre et 1er janvier.

Pour faire connaître vos activités communautaires :
dolma01@arobas.net

**LE CONCOURS JE M'OFFERE
UN PARTY DE FIN D'ANNÉE
COUREZ LA CHANCE DE GAGNER 100\$**

La Tabagie Saint-Jean pense à vous! Afin de vous offrir un party des fêtes à votre goût ou de vous payer une douceur, nous vous donnons la chance de gagner 100\$. Oui! de véritables dollars canadiens dans votre gousset.

Pour participer, vous n'avez qu'à remplir le coupon ci-bas et le déposer à l'endroit prévu à cette effet à la Tabagie St-Jean, toujours situé au 620, rue Saint-Jean, avant le 28 Décembre 2005, 17 h 00.

Le tirage aura lieu le 29 décembre 2005, à 14 h 00, à la tabagie.

Prénom et nom: _____
Adresse: _____

Numéro de téléphone: _____

Toujours le même accueil
Toujours le même grand choix
de magazines et quotidiens

ET...
**EN PLUS -
ON A DE LA BIÈRE!**

LES MARGES
LES PLUS POPULAIRES

GRIFFON
BRASSERIE MCAUSLAN BREWING



Établie 1867



**MOLSON
EX**



**TABAGIE
SAINT-JEAN**
620 RUE ST-JEAN
QUÉBEC (QC) G1R 1P8
TÉL.: 418 522-5923

REVUES DU MONDE
ET ... BIÈRES

Et si la solidarité était la vraie lucidité?

par Martin Dufresne

« La véritable richesse d'une société, c'est sa capacité de prendre soin de tous ses membres, surtout quand les temps se font plus durs », peut-on lire en conclusion du *Manifeste pour un Québec solidaire* (www.pourunquebecsolidaire.org), signé il y a quelques semaines par plusieurs milliers d'internautes. Cette prise de position s'inscrit en réponse à une autre déclaration, plus alarmiste, le *Manifeste pour un Québec lucide* (www.pourunquebeclucide.com), dans lequel douze apôtres du libéralisme – ex-politiciens, économistes et gens classés généralement à droite – nous menacent d'un déclin démographique, de « tigres » asiatiques et autres « glissades inexorables » vers une faillite du Québec si on ne donne pas libre cours à la privatisation dont ils et elles rêvent.

Fait significatif : ces textes se sont affrontés au moment où les militantEs péquistes avaient à choisir entre un progressisme discutable et un virage à droite incarné par André Boisclair. Dans un paysage où le choix nationaliste polarise depuis trente ans les questions politiques, cette discussion remet à l'ordre du jour l'alternative droite-gauche, alors même que l'Union des forces progressistes et le mouvement Option citoyenne se préparent à remplacer le PQ sur une gauche qu'il n'incarne plus.

Culpabilisation

Il faut lire ces deux textes en parallèle pour bien apprécier une différence de ton qui parle au moins autant que les

arguments et chiffres proposés. D'une part, on nous invite à « manger nos croûtes », à « ne pas rêver en couleurs », ni à « prendre nos aises », pour nous aviser que les « rêves des enfants seront brutalement interrompus par les coups sur la porte des huissiers ». Tout cela pour convaincre les QuébécoisES « lucides » de sacrifier les importants acquis du syndicalisme et du gel des droits de scolarité, entre autres.

D'autre part, les signataires du *Manifeste pour un Québec solidaire* démontent plutôt ce discours terroriste et rappellent que les pays les plus performants au plan économique – Norvège, Finlande, Suède – sont justement ceux où travailleurs et travailleuses bénéficient de syndicats forts, où l'éducation n'est pas réservée à ceux et celles dont les parents sont riches et où la santé collective n'est pas affaiblie par le fait de « détourner vers des profits privés une part des sommes allouées par l'État », comme dans le dossier des médicaments.

On note un silence surprenant sur les enjeux de l'environnement dans le propos des soi-disant « lucides ». C'est sans doute un indice de leur propre solidarité avec les partisanEs d'une exploitation à courte vue. En somme, deux textes à lire côte à côte, pour comprendre le jeu d'une certaine culpabilisation et pour trouver des alliéEs avec qui la combattre. Si l'Université populaire du compop Saint-Jean-Baptiste reprenait son envol, ce serait un bon forum où discuter de ces questions et des choix à venir.

La Chronique du VESTIAIRE



par l'équipe du Vestiaire

Pour les fêtes, réfléchissez avant d'acheter

Le Vestiaire, c'est bien plus qu'une friperie, c'est aussi un lieu pour nous interroger sur nos façons de consommer. Or, la période des Fêtes arrive, et vous serez emportéE par un tourbillon d'achats de cadeaux. Il est fort possible que 90 % des objets que vous consommerez soient fabriqués à l'étranger (Chine, Bangladesh, Sri Lanka, Inde). En achetant délibérément ces biens de consommation, vous endossez des conditions inhumaines de santé et de sécurité au travail. Pour que vous soyez capable de ne payer un chandail que 15 \$, joli cadeau pour votre sœur, combien pensez-vous que la couturière en Inde a été payée? À peu près 50 cents l'heure. C'est toujours plaisant d'offrir des jouets à vos enfants, mais saviez-vous qu'une partie des travailleurs et des travailleuses des usines de jouets en Chine sont aussi des enfants? Ils et elles gagnent des salaires de 8 à 10 \$ pour des semaines de 72 heures de travail dans des conditions qui nous sont difficiles à imaginer. Notre tendance à acheter toujours plus au prix le moins cher possible fait des ravages au niveau humain, sans compter les dommages environnementaux liés au transport et à la fabrication de cette marchandise. Pour les Fêtes, pensez donc à des alternatives : achetez des objets usagés ou fabriqués dans des pays où les normes du travail sont mieux respectées, confectionnez vos cadeaux, offrez des objets équitables ou même, recyclez vos propres objets. Et surtout, n'oubliez pas de passer au Vestiaire

situé au 780, rue Sainte-Claire, vous y trouverez peut-être ce que vous cherchez.

Au revoir Michèle

Après dix ans de militance et de travail pour le Vestiaire du Faubourg, Michèle Brian quitte l'équipe pour d'autres implications. Merci Michèle, sois certaine que nous prendrons bien soin du Vestiaire.

Bienvenue à Evelyne Dubuc-Dumas qui s'ajoute au collectif d'autogestion du Vestiaire. Vous aurez l'occasion de la rencontrer lors de votre passage au Vestiaire les mardis après-midi.

Des vacances bien méritées

L'équipe du Vestiaire fera relâche du lundi 19 décembre au lundi 3 janvier. Si vous avez de beaux vêtements à donner au Vestiaire durant cette période, il serait préférable d'attendre au 4 janvier pour venir nous les porter.

Vestiaire du Faubourg

780, Sainte-Claire
ouvert du
lundi au vendredi
de 12 h à 16 h
et le jeudi jusqu'à 20 h

LE VESTIAIRE SERT À FINANCER
LE COMITÉ POPULAIRE SAINT-JEAN-BAPTISTE.



DÉCOUVREZ
NOTRE GRAND CHOIX
DE PAPIERS FINS ET ARTISANAUX



Le Copiste
du Faubourg

PAPETERIE

ARTICLES DE BUREAU

PHOTOCOPIES

TÉLÉCOPIES

IMPRESSION COULEUR

PLASTIFIAGE

INTERNET

Lundi, mardi, mercredi 9 h à 18 h

Jeudi, vendredi 9 h à 21 h

Samedi, dimanche 11 h à 17 h

545, rue Saint-Jean, Québec

☎ 525-5377

L'INFO BOURG

Journal de quartier publié à 7000 exemplaires, 4 fois par an depuis 1990, *L'Infobourg* est un média libre et participatif qui défend sans ambages les droits et les intérêts des classes populaires. Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs. Écrivez-nous, passez nous voir!

Comité de rédaction pour ce numéro : Martin Dufresne, Véronique Laflamme, Yves Gauthier, Nicolas Lefebvre Legault, Nadine Davignon et Eve-Marie Lacasse.

Photographie et illustrations : Émilie Baillargeon du collectif Les DéclencheurEs et Ian Renaud-Lauzé.

Correction : Annie Cloutier - gerritannie@hotmail.com
Infographie : Ian Renaud-Lauzé - irlauze@yahoo.ca
Publicité : Nicolas Lefebvre Legault au 522-0454

Nous sommes au 780, rue Sainte-Claire
Tél. : 522-0454
FAX : 522-0959
Courriel : compop@qc.aira.com

La publicité est la principale source de revenus de l'Infobourg. Le déficit d'opération du journal est assumé par le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, un organisme communautaire principalement financé par le Secrétariat à l'action communautaire autonome, Centraide, le Fonds de solidarité des groupes populaires et des activités d'autofinancement.